

Défendre le droit au travail pour tous et toutes
Défendre le droit d'accès à la formation pour tous et toutes
Développer sans exclure

Insertion et intégration en emploi
Développement local et communautaire
Promotion et défense des droits
Formation et éducation

Projet de loi no 27 : Loi sur l'économie sociale

Mémoire présenté au Ministère des Affaires municipales, des
Régions et de l'Occupation des territoires

Par la Coalition des organismes communautaires pour le
développement de la main-d'oeuvre (COCDMO)

Mai 2013



Frédéric Lalande, directeur
flalande@cocdmq.qc.ca

Coalition des organismes communautaires pour le développement de la main-d'œuvre
(COCDMO)
55, avenue du Mont-Royal Ouest, bureau 303
Montréal, Québec
H2T 2S6
Courriel : info@cocdmq.qc.ca
Site internet : www.cocdmq.qc.ca



Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Partage dans les Mêmes Conditions 2.5 Canada
(CC BY-NC-SA 2.5 CA)

Présentation	4
Brève présentation du secteur de l'action communautaire et de l'économie sociale	5
La contribution du milieu communautaire et de l'économie sociale dans le secteur de l'employabilité	5
Un secteur d'emploi inclusif.....	6
Enjeux soulevés par le projet de loi 27 et recommandations afférentes	7
Un premier pas souhaitable, mais un encadrement légal toujours déficient et archaïque.....	7
Une ouverture bienvenue de l'accès aux programmes et mesures	8
Le secteur de l'économie sociale et l'accès aux programmes, mesures et services d'Emploi-Québec et de la Commission des partenaires du marché du travail (CPMT).....	8
Une connaissance du secteur à parfaire	10
Rappel des recommandations.....	11
Membres nationaux de la COCDMO	12



Présentation

La Coalition des organismes communautaires pour le développement de la main-d'œuvre (COCDMO) a pour mission de combattre l'exclusion sociale et professionnelle des citoyennes et citoyens laissés en marge du développement économique et social, en visant la pleine reconnaissance du droit à la formation et du droit au travail pour tous et toutes. La Coalition est membre de la Commission des partenaires du marché du travail, où trois sièges sont attribués au milieu communautaire.

La Coalition regroupe 13 réseaux nationaux qui rejoignent près de 1000 organisations québécoises œuvrant dans un des volets liés au développement de la main-d'œuvre, soit l'insertion et l'intégration en emploi, la formation et l'éducation, le développement local et communautaire et la défense des droits. Ces organisations travaillent quotidiennement sur le terrain pour accompagner vers l'emploi des personnes trop souvent laissées en marge du développement économique et social. Plusieurs sont ancrées dans leur milieu depuis plus de 30 ans et constituent des acteurs majeurs au chapitre du développement de la main-d'œuvre québécoise, notamment en offrant une expertise précieuse et spécifique d'intervention auprès des clientèles les plus démunies ou sous-représentées sur le marché du travail.

La Coalition salue le dépôt du projet de loi et souscrit à la majeure partie de ses dispositions. Nous apprécions particulièrement le caractère inclusif de la définition retenue pour les organismes de l'économie sociale, la reconnaissance des organisations les plus représentatives du secteur, de même que l'obligation imposée à l'État de produire un plan d'action visant à soutenir le développement de l'économie sociale au Québec.



Brève présentation du secteur de l'action communautaire et de l'économie sociale

Le secteur de l'action communautaire et de l'économie sociale se compose de plus de 14 000 entreprises et organismes qui embauchent plus de 214 000 salariés, soit 150 000 en économie sociale et 64 000 en action communautaire¹. Ces organisations se répartissent dans 27 secteurs d'activités, tels ceux de la petite enfance, de l'aide-domestique, de l'éducation populaire, des médias communautaires, de la santé et des services sociaux ainsi que du développement de la main-d'oeuvre. Ces organisations offrent des produits, services et milieux de vie à des centaines de milliers de personnes à l'échelle du Québec. Les organismes du secteur sont présents dans les 17 régions du Québec. Ceux-ci sont fortement organisés en réseau, que ce soit au niveau territorial ou sous-sectoriel.

La contribution du milieu communautaire et de l'économie sociale dans le secteur de l'employabilité

Présents au sein de ce vaste secteur, plusieurs centaines d'organismes communautaires dont l'origine remonte, pour certains, aux années 1970, se sont occupés des problèmes de développement économique de leur communauté et ont investi le champ de l'employabilité, de la formation en emploi et du développement de la main-d'œuvre. Reconnus spécifiquement par le biais d'un protocole de partenariat conclu avec Emploi-Québec en 2006, ces organismes sont regroupés selon sept grands réseaux nationaux. Il convient également de faire mention des centres de traitement des dépendances, qui offrent des services de santé, d'hébergement, de formation et d'insertion en emploi au bénéfice de milliers de personnes. On compte également plusieurs organismes non coalisés. Au total, les organismes communautaires œuvrant en employabilité représentent plus de 550 organisations, couvrant un vaste terrain d'intervention au Québec.

Ces organismes à but non lucratif sont issus de leur communauté et ont été explicitement créés pour répondre aux besoins particuliers de cette dernière. En ce sens, ceux-ci ont développé des approches et des pratiques originales, adaptées aux profils et aux problématiques des clientèles desservies, qui, pour une portion significative, sont réputées éloignées, voire exclues du marché du

¹Ce chiffre inclut le Mouvement Desjardins et les grandes coopératives agricoles et des données tirées de l'enquête *Les Repères en économie sociale et en action communautaire. Panorama du secteur et de sa main-d'œuvre*, CSMO-ÉSAC, octobre 2012.



travail. Il s'agit principalement de jeunes, de femmes et de personnes âgées de plus de 45 ans et éprouvant des difficultés particulières face à leur intégration ou leur réintégration en emploi, de personnes handicapées, immigrantes, judiciairisées, de personnes ayant vécu une absence prolongée du marché du travail ou ayant des problématiques liées à l'alcoolisme et à la toxicomanie.

Ces organisations, par leur capacité d'innover, de s'adapter, par leur proximité avec les populations qu'elles desservent, sont très bien placées pour identifier, analyser et trouver des solutions aux défis et enjeux de développement économique et social qui émergent dans leur territoire respectif.

Un secteur d'emploi inclusif

Unis autour de l'importance de « développer sans exclure », les membres de la COCDMO n'ont cessé de valoriser et faire émerger le potentiel socioéconomique des personnes en démarche d'insertion et de prôner la mise en place de politiques, services et mesures garants d'une société inclusive et participative. En ce sens, la reconnaissance accordée à l'économie sociale par le projet de loi 27 apparaît comme une excellente façon de favoriser l'épanouissement d'un secteur de l'économie ouvert aux personnes sous-représentées sur le marché du travail.

Le dernier portrait du secteur de l'économie sociale et de l'action communautaire, produit par le Comité sectoriel de main-d'œuvre de l'économie sociale et de l'action communautaire (CSMO-ESAC), révèle en effet que « Dans 18 % des organisations, un ou plusieurs employés actuellement en poste étaient sans chèque² au moment de leur embauche. [Dans] plus du quart (26 %) des organisations, un ou plusieurs employés étaient au chômage et dans 77 % des organisations, ils étaient bénéficiaires de l'aide sociale. » De même, 22 % des organisations du secteur ont employé durant l'année de référence une ou plusieurs personnes dans le cadre d'une mesure d'insertion en emploi. Quant aux personnes immigrantes, justement ciblées dans le cadre de la dernière stratégie gouvernementale pour l'emploi, elles sont également bien représentées au sein des organismes de l'économie sociale, puisque 31 % des organisations ont déclaré compter des personnes immigrantes au sein de leur personnel. Signe supplémentaire de l'ouverture du secteur, le Chantier de l'économie sociale a mis en oeuvre un vaste projet³ visant à favoriser

² « Sans chèque » : se dit d'une personne ni participante à l'assistance sociale, ni prestataire admissible ou actif de l'assurance-emploi.

³ « Embauchez une personne immigrante, une valeur ajoutée! »
<http://www.chantier.qc.ca/?module=document&uid=1504>



l'embauche de celles-ci au sein du personnel de gestion, ce qui ne pourra qu'augmenter l'apport du secteur en terme d'intégration par l'emploi des personnes immigrantes.

Le secteur de l'économie sociale offre ainsi une contribution exceptionnelle aux efforts du Québec visant à diminuer le taux d'assistance sociale par le retour des personnes vers l'emploi.

Enjeux soulevés par le projet de loi 27 et recommandations afférentes

Un premier pas souhaitable, mais un encadrement légal toujours déficient et archaïque

La reconnaissance de la contribution spécifique de l'économie sociale qu'établit le projet de loi 27 est plus que bienvenue et devrait, à notre avis, constituer le premier pas vers une refonte plus générale du droit des associations. Il existe en effet des spécificités qui méritent d'être distinguées entre l'économie sociale et l'action communautaire, que l'application progressive du projet de loi 27 permettra sans doute de mieux affiner encore. Il est donc plus que temps, après les tentatives avortées du passé, d'adapter enfin le cadre légal des associations personnifiées, qui composent une grande partie des organisations de l'économie sociale.

La nécessité d'une refonte découle du fait que, d'un point de vue légal, on ne reconnaît pas pleinement la place et le rôle des associations dans la société québécoise. Au contraire, elles sont encore aujourd'hui considérées comme des exceptions à la loi sur les compagnies, dont certaines parties ont déjà bénéficié d'une modernisation. Juridiquement, cette loi est considérée par tous comme désuète et mal adaptée aux valeurs et cultures de nos organisations. Nous considérons donc qu'en réformant une fois pour toutes le droit des associations, les organismes à but non lucratif cesseront d'être considérés comme des éléments marginaux d'un ensemble légal. Au contraire, on leur accordera davantage de légitimité ainsi qu'une pleine capacité juridique. Dans cet esprit, nous appuyons pleinement le consensus établi dans les milieux communautaires quant à la nécessité d'une modernisation du droit associatif québécois ainsi qu'à l'importance d'assouplir les règles de constitution de ces associations.

Cette volonté gouvernementale de reconnaître et promouvoir l'économie sociale est cruciale pour notre secteur. Nous croyons que cette volonté devrait conduire

à une loi générale ayant pour vocation d'encadrer la totalité des associations personnifiées du Québec, et de ce fait, l'ensemble de nos membres. Cette loi générale permettrait de mieux établir les différences existantes entre les différentes formes d'association, qu'elles soient de l'économie sociale ou non, et leurs finalités respectives.

Recommandation I :

Que le gouvernement entame dès que possible les consultations publiques devant mener à l'adoption d'une loi générale encadrant les associations.

Une ouverture bienvenue de l'accès aux programmes et mesures

La Coalition accueille très favorablement l'objectif énoncé aux articles 2 al. 3 et 7 du projet de loi, soit de favoriser l'accès aux mesures et programmes de l'administration pour les organismes de l'économie sociale. À ce titre, nous voudrions mentionner quelques enjeux d'accès, qui, nous le croyons, nécessitent une intervention du législateur.

Le secteur de l'économie sociale et l'accès aux programmes, mesures et services d'Emploi-Québec et de la Commission des partenaires du marché du travail (CPMT)

Le secteur de l'action communautaire et de l'économie sociale est vaste. Malgré son apport considérable à l'économie du Québec, des restrictions sévères en matière de demande de subvention pour la formation accordée par le Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre (FDRCMO), de même qu'en ce qui concerne l'accès aux mesures et services offerts par Emploi-Québec, s'appliquent aux groupes communautaires et aux entreprises d'économie sociale qui sont financés par le gouvernement. En effet, ces groupes reçoivent une partie de leur financement de l'État québécois, mais ce financement correspond aux services rendus à leur communauté respective, soit les jeunes, les familles, les travailleurs âgés, les personnes sans-emploi, etc. La récente stratégie de mobilisation « Tous pour l'emploi », présentée par le gouvernement le 8 février dernier, a élargi l'accès aux programmes du FDRCMO aux entreprises de moins de 250 000 \$ de masse salariale. Ce sont près de 20 % des organismes du secteur qui pourraient ainsi avoir accès aux programmes et mesures financés par le Fonds, si ce n'était de cette discrimination.

Ces organisations, pour la grande majorité, sont des entreprises de service aux citoyens et citoyennes de différentes catégories et c'est à ce titre qu'elles sont financées, en contrepartie, par un apport gouvernemental. En raison de règles découlant d'interprétations juridiques menées par Revenu-Québec, les organismes financés à plus de 50 % pour leur fonctionnement et leur mission de base ne peuvent avoir accès au même niveau de subvention en matière de formation de leur main-d'œuvre que les entreprises privées. Ainsi, les organismes communautaires et d'économie sociale qui bénéficient d'un financement de base du gouvernement ne peuvent demander une subvention pour remplacer les travailleurs et travailleuses qui sont en formation. De même, l'accès aux mesures et services offerts par Emploi-Québec aux entreprises est inaccessible à beaucoup d'organismes de l'économie sociale et à la quasi-totalité des organismes de l'action communautaire.

Nous croyons que la règle actuelle porte un grave préjudice aux organisations de notre secteur. Les travailleurs et travailleuses du secteur communautaire et de l'économie sociale font partie, à part entière, de la main-d'œuvre québécoise. À titre indicatif, seulement pour les organismes oeuvrant en employabilité, cette discrimination touche près de 4 000 travailleurs et travailleuses. De plus, il s'agit d'une main-d'œuvre relativement mobile qui travaille souvent dans des emplois précaires. Cette main-d'œuvre provient aussi souvent de clientèles spécifiques, comme les femmes, les jeunes, les personnes handicapées et les personnes judiciairisées. Il est donc dans l'intérêt collectif de la société québécoise de leur accorder le même accès aux programmes, mesures et services et de ne pas les pénaliser à cause des moyens modestes et des sources de financement de leurs employeurs.

Recommandation II

Que les groupes communautaires et les entreprises d'économie sociale qui reçoivent une partie de leur financement de l'État pour services rendus à leur communauté aient accès aux mêmes programmes, mesures et services que les entreprises à but lucratif.

Recommandation III

Que toutes les entreprises et organismes québécois qui veulent se faire reconnaître comme « organisation ou entreprise apprenante », c'est-à-dire qui font la preuve et démontrent qu'elles appliquent un processus clair de développement des compétences, puissent être qualifiés comme telle et que selon des modalités à définir, elles puissent avoir accès à un soutien financier en provenance du FDRCMO.

Une connaissance du secteur à parfaire

La Coalition souscrit au contenu de l'alinéa 3 de l'article 6 du projet de loi. Nous considérons que le secteur de l'économie sociale a été trop longtemps rendu invisible par les organismes de statistiques officielles, notamment parce qu'il manquait une définition claire du secteur, lacune que le projet de loi vient combler. Ainsi, nous sommes d'avis que le plan d'action découlant de l'adoption du projet de loi devrait impérativement contenir des orientations et des objectifs de développement de la connaissance du secteur. Le plan d'action pourrait d'ailleurs s'appuyer sur les travaux menés depuis quelques années par le Comité sectoriel de main-d'œuvre de l'économie sociale et de l'action communautaire (CSMO-ÉSAC), qui permettent déjà d'obtenir une bonne compréhension des enjeux de main-d'œuvre du secteur.

Recommandation IV

Que le premier plan d'action gouvernemental en économie sociale promeuve le développement de la connaissance du secteur, en complément des travaux menés par le CSMO-ÉSAC.

Rappel des recommandations

Recommandation I :

Que le gouvernement entame dès que possible les consultations publiques devant mener à l'adoption d'une loi générale encadrant les associations.

Recommandation II

Que les groupes communautaires et les entreprises d'économie sociale qui reçoivent une partie de leur financement de l'État pour services rendus à leur communauté aient accès aux mêmes programmes, mesures et services que les entreprises à but lucratif.

Recommandation III

Que toutes les entreprises et organismes québécois qui veulent se faire reconnaître comme « organisation ou entreprise apprenante », c'est-à-dire qui font la preuve et démontrent qu'elles appliquent un processus clair de développement des compétences, puissent être qualifiés comme telle et que selon des modalités à définir (secteurs d'activité, taille ou territoires ciblés), elles puissent avoir accès à un soutien financier en provenance du FDRCMO.

Recommandation IV

Que le premier plan d'action gouvernemental en économie sociale promeuve le développement de la connaissance du secteur, en complément des travaux menés par le CSMO-ÉSAC.

Membres nationaux de la COCDMO

- Association des centres de recherche d'emploi du Québec (ACREQ)
- Association des centres de traitement des dépendances du Québec (ACTDQ)
- Chantier de l'économie sociale
- Collectif des entreprises d'insertion du Québec (CEIQ)
- Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail (CIAFT)
- Institut de coopération pour l'éducation des adultes (ICÉA)
- Regroupement des corporations de développement économique communautaire (CDEC)
- Regroupement des organismes spécialisés pour l'emploi des personnes handicapées (ROSEPH)
- Regroupement québécois des organismes pour le développement de l'employabilité (RQUODE)
- Réseau canadien des entreprises d'entraînement (RCEE)
- Réseau des carrefours jeunesse-emploi du Québec (RCJEQ)
- Réseau des services spécialisés de main-d'œuvre (RSSMO)
- Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes (TCRI)